



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 20, septembre 2011

## CONTENU

<b>Notre analyse</b> .....	1
<b>Point de mire sur le Partenariat Transpacifique (TPP)</b>	
Une introduction au TPP .....	2
Des obstacles politiques aux États-Unis ralentissent les négociations du TPP .....	5
Les droits de propriété intellectuelle et les droits des investisseurs étrangers au cœur du débat sur le TPP en Australie et en Nouvelle-Zélande .....	6
<b>Politique commerciale américaine</b>	
Le SGP renouvelé, la ratification des ALE repoussée à l'automne.....	8
<b>Études économiques et articles connexes</b> .....	9

*Notre analyse* : Les prochains mois pourraient s'avérer cruciaux pour la politique commerciale de l'Administration Obama. L'objectif du président de doubler les exportations américaines en cinq ans, de 2010 à 2014, apparaît compromis devant l'incapacité de son Administration à faire avancer son agenda commercial. Les tensions au Congrès entre élus républicains et démocrates et le débat houleux sur la hausse du plafond de la dette fédérale l'ont de nouveau contraint à repousser le vote des trois accords de libre-échange hérités de l'Administration Bush : Corée du Sud, Panama et Colombie. La ratification de ces accords à l'automne devra être une priorité de l'Administration si elle veut faire avancer les autres volets de sa politique commerciale.

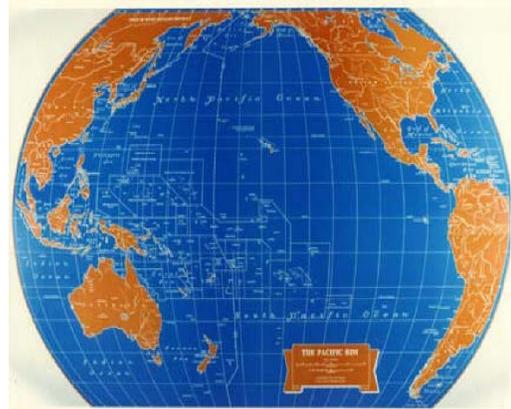
La chronique du mois de septembre offre une présentation détaillée du Partenariat Transpacifique (TPP), le principal accord de libre-échange actuellement négocié par les États-Unis. Le président Obama souhaitait annoncer la conclusion de l'accord lors de la rencontre des chefs d'État et de gouvernement de l'APEC qui doit avoir lieu en novembre à Hawaï. Bien que cet échéancier ne sera pas respecté, les négociateurs des neuf pays participants au TPP doivent amorcer dans les prochains mois un blitz de négociation pour en arriver à un accord-cadre. Les États-Unis, largement absents des accords commerciaux régionaux en Asie, espèrent utiliser le TPP comme pierre d'assise de leur future intégration dans cette région du monde. Les plus optimistes tablent cependant sur 2013, soit après l'élection présidentielle, pour en arriver à un accord final.

## Point de mire sur le Partenariat Transpacifique (TPP)

### *Une introduction au TPP*

Le Partenariat Transpacifique (*Transpacific Partnership*, TPP), est un accord de commerce plurilatéral négocié par neuf pays : l'Australie, le Sultanat de Brunei, le Chili, les États-Unis, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam). Le but des pays qui y prennent part est de conclure un accord de libre-échange (ALE) qui permette de jeter les bases d'une éventuelle Zone de libre-échange couvrant le commerce et les investissements en Asie-Pacifique, un objectif poursuivi depuis 1991 par le Forum de Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC).

Le TPP repose sur l'Accord de partenariat économique stratégique transpacifique (P4), négocié par le Sultanat de Brunei, le Chili, la Nouvelle-Zélande et Singapour, signé en 2005 et entré en vigueur en mai 2006. Les dispositions de cet accord ouvert prévoyaient des procédures d'adhésion pour les membres de l'APEC. Les États-Unis participent à des négociations dans le cadre du P4 depuis mars 2008. Le 28 septembre 2008, ils annoncent le début de négociations formelles pour accéder au P4. Lors du sommet annuel de l'APEC tenu à Lima au Pérou en novembre 2008, l'Australie, le Pérou et le Vietnam ont à leur tour fait part de leur intention de se joindre au P4.



L'année suivante, le 14 novembre 2009 dans le cadre du sommet de l'APEC de Singapour, les États-Unis annonçaient le début de nouvelles négociations commerciales avec les pays participants ou en négociation pour rejoindre le P4, avec pour objectif la conclusion d'un nouvel accord régional : le Partenariat Transpacifique. Sept phases de négociation ont eu lieu depuis lors. Les premières négociations eurent lieu à Melbourne en Australie en mars 2010 et trois autres ont suivi en 2010. À Melbourne, les parties établirent dix groupes de négociation : produits manufacturiers, agriculture, normes sanitaires et phytosanitaires, télécommunications, services financiers, règles d'origine, marchés publics, environnement et renforcement des capacités dans le domaine du commerce. Lors de la troisième rencontre au Sultanat de Brunei, la Malaisie s'est jointe aux négociations et de nouveaux groupes de négociation ont été ajoutés pour traiter du secteur des textiles, des obstacles techniques au commerce, de l'investissement et des droits de propriété intellectuelle. Cinq rencontres étaient prévues en 2011, en plus d'une rencontre lors du sommet de l'APEC en novembre. Des textes préliminaires ou partiels circulent entre les parties depuis le début de l'année 2011. La septième et plus récente négociation a eu lieu à Ho Chi Minh Ville au Viet Nam, en juin. Les parties se rencontreront à nouveau en septembre aux États-Unis, puis en octobre au Pérou.

Le commerce des États parties au TPP en bref				États-Unis
Pays	Exportations mondiales / rang	Exportations annuelles totales (milliards \$ ÉU)	% du total des exportations mondiales	% exportations américaines totales
États-Unis	3	1 057	8,43	--
Singapour	14	270	2,15	2,1
Malaisie	22	157	1,26	0,9
Australie	23	154	1,23	1,9
Vietnam	40	57	0,46	0,3
Chili	43	53	0,43	0,9
Pérou	59	27	0,21	0,5
N.-Zélande	61	24	0,2	0,2
Brunei	88	7	0,06	--
	Importations mondiales / rang	Importations annuelles totales (milliards \$ ÉU)	% du total des importations mondiales	% importations américaines totales
États-Unis	1	1 605	12,62	--
Singapour	15	245	1,93	1,0
Australie	19	165	1,03	0,5
Malaisie	27	123	0,97	1,5
Vietnam	36	70	0,55	0,8
Chili	48	42	0,33	0,4
Pérou	65	22	0,17	0,3
N.-Zélande	60	26	0,20	0,2
Brunei	140	2	0,02	--

Source : OMC et ITA, données 2009

Comme le montre le tableau précédent, à l'exception des États-Unis, les participants aux négociations du TPP ne sont pas des acteurs majeurs de l'économie mondiale. Singapour, l'Australie et la Malaisie sont des économies de taille moyenne. Le Vietnam possède un potentiel de croissance important, mais la taille de son économie reste pour l'instant limitée et comparable à celle du Chili, du Pérou ou de la Nouvelle-Zélande. Brunei est une petite économie, exportatrice de pétrole. De plus, les niveaux de développement de ces pays sont très variés, ce qui complexifie les négociations. À l'exception du Vietnam, ils partagent cependant au moins une caractéristique commune : un niveau élevé d'ouverture au commerce. L'intérêt de ce regroupement est double : d'une part, il permet d'établir des ponts entre les deux rives du Pacifique, et d'autre part, la signature d'un accord viendrait lancer un signal fort au sein de l'APEC.

Certains pays importants comme le Canada et le Japon ont signalé leur intérêt à se joindre aux négociations et pourraient rapidement faire de cet accord régional un accord majeur, mais leur participation aux négociations dans un avenir rapproché est peu probable. Le Japon peine à se remettre politiquement et économiquement du cataclysme qui l'a dévasté en mars 2011. Sa participation aux négociations exigerait une libéralisation de son secteur agricole, fortement protégé, ce que le gouvernement japonais semble incapable d'accomplir dans le climat d'instabilité politique actuel, même s'il s'y est engagé. Quant au Canada, les États-Unis et la



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 20, septembre 2011

Nouvelle-Zélande ont exigé l'abandon du système de gestion de l'offre sur certains produits agricoles canadiens et des modifications aux règles nationales dans certains secteurs comme les télécommunications. Plus simplement, les États-Unis ne sont guère intéressés à voir le Canada se joindre à l'accord, du moins pas à ce stade de la négociation.

Le TPP ne permettra pas d'accroître de façon significative les échanges de biens et services entre les participants à l'accord. Les avantages et les principales caractéristiques du TPP résident dans sa qualité en tant que modèle d'accord de libre-échange et dans son importance stratégique pour la zone Asie-Pacifique. Ainsi, le texte du TPP, qui comporte au moins 25 chapitres dans sa version préliminaire, a pour objectif d'imposer une libéralisation plus importante que celle qui est prévue par les accords de l'OMC et une cohésion réglementaire dans de nombreux secteurs sensibles comme l'agriculture, l'investissement, les services financiers, les droits de propriété intellectuelle, l'accès aux marchés publics, les procédures d'implantation d'entreprises étrangères, les normes environnementales, les normes du travail ou les normes sanitaires et phytosanitaires. Cependant, ce qui démarque réellement cet accord des autres, c'est l'importance accordée aux questions transversales. Encouragées par les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, les parties étudient la possibilité d'harmoniser leurs réglementations nationales dans de nombreux secteurs comme la gestion des chaînes de production, la concurrence, la transparence, les normes du travail ou l'aide aux PME. Les réglementations et les pratiques nationales seront transformées par l'accord. Les États-Unis souhaitent ainsi éliminer la plupart des obstacles non tarifaires au commerce. Les nombreux éléments couverts par le TPP en font un modèle de libéralisation unique en Asie où les accords de commerce bilatéraux et régionaux sont nombreux mais se caractérisent généralement par une libéralisation sectorielle limitée qui exclut régulièrement les produits agricoles, des calendriers de libéralisation longs et flexibles et une faible harmonisation normative. Le TPP doit intégrer ou remplacer les nombreux ALE bilatéraux et régionaux entre les neuf États qui participent aux discussions.

## Les accords de libre-échange bilatéraux et multilatéraux entre les participants aux négociations du TPP

	Australia	Brunei	Chile	Malaysia	New Zealand	Peru	Singapore	US	Vietnam
Australia									
Brunei	X <sup>b</sup>								
Chile	X	X <sup>c</sup>							
Malaysia	X <sup>b</sup>	X <sup>d</sup>	X <sup>e</sup>						
New Zealand	X	X <sup>c</sup>	X <sup>c</sup>	X <sup>b</sup>					
Peru			X						
Singapore	X	X <sup>d</sup>	X <sup>c</sup>	X <sup>d</sup>	X <sup>g</sup>	X			
US	X		X			X	X		
Vietnam	X <sup>b</sup>	X <sup>d</sup>	X <sup>f</sup>	X <sup>d</sup>	X <sup>b</sup>		X <sup>d</sup>		

Source: Author, based on information contained in the Foreign Trade Information System of the Organization of American States (<http://www.sice.oas.org>) and in the Free Trade Agreement Database for Asia of the Asian Development Bank (<http://aric.adb.org/FTAbyCountryAll.php>).

a All agreements are bilateral unless otherwise indicated.

b ASEAN-Australia-New Zealand FTA.

c TPP.

d ASEAN Free Trade Area (AFTA).

e FTA signed, not yet in force.

f Free Trade Negotiations underway.

g The New Zealand – Singapore Closer Economic Partnership (NZSCEP) Agreement, the ASEAN-Australia-New Zealand FTA and the TPP coexist.

Source : Sebastián Herreros, « The Transpacific Strategic Economic Partnership Agreement : A Latin American Perspective », *Comercio internacional*, vol 106, ECLAC, mars 2011, p. 27.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 20, septembre 2011

Une autre caractéristique singulière du TPP est sa qualification de « partenariat stratégique ». Le chapitre 16 du P4 concernant les partenariats stratégiques entre États parties à l'accord stipule qu'ils s'engagent à accroître la coopération entre eux dans des secteurs comme l'éducation, la recherche, la science, les technologies et l'exploitation des ressources naturelles. Un exemple de ce type de coopération est le programme développé par le Chili et la Nouvelle-Zélande pour faciliter la recherche et l'investissement des firmes pharmaceutiques sur leur territoire.

Pour de plus amples informations sur le TPP, vous pouvez consulter les ressources électroniques suivantes :

Le site de l'Organisation des États américains (OEA) : [http://www.sice.oas.org/TPD/TPP/TPP\\_e.ASP](http://www.sice.oas.org/TPD/TPP/TPP_e.ASP)

Le site du bureau du représentant américain au Commerce (USTR) : <http://www.ustr.gov/tpp>

Le site du ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande : <http://mfat.govt.nz/Trade-and-Economic-Relations/2-Trade-Relationships-and-Agreements/Trans-Pacific/index.php>

Voir aussi les plus récents rapports du service de recherche du Congrès des États-Unis (CRS), le dernier disponible date de janvier 2011 : [http://assets.opencrs.com/rpts/R40502\\_20110110.pdf](http://assets.opencrs.com/rpts/R40502_20110110.pdf)

Certains sites de groupes de pression de la société civile offrent une bonne couverture de l'actualité reliée au TPP : <http://tppwatch.org/>

### *Des obstacles politiques aux États-Unis ralentissent les négociations du TPP*

L'Administration Obama a réitéré à plusieurs reprises son intention de faire du TPP le nouveau modèle d'accord de commerce post ALENA. Le président et le représentant au Commerce, Ron Kirk, ont qualifié le TPP d'accord pour le 21<sup>e</sup> siècle, une appellation qui, si elle laisse beaucoup de place à l'interprétation, traduit néanmoins les attentes élevées de l'Administration à son endroit. À l'exception des négociations sur le cycle de Doha à l'OMC, moribondes, et des réformes apportées aux trois ALE issus de l'Administration Bush avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie, les négociations sur le TPP sont les seules négociations commerciales d'envergure menées par le président Obama depuis son arrivée au pouvoir. Le TPP dans sa configuration actuelle à neuf partenaires ne permettra pas aux États-Unis d'accroître significativement leurs exportations. Les États-Unis possèdent déjà des ALE avec l'Australie, le Chili, le Pérou et Singapour. Les exportations vers les autres pays participants aux négociations, soit Brunei, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande et le Vietnam, ne représentent que 1,5 % du total annuel des exportations américaines. Les opportunités offertes par le TPP résident dans sa capacité à définir un nouveau modèle d'ALE et à proposer une plateforme potentielle d'intégration économique en Asie-Pacifique.

Malgré l'optimisme affiché par l'Administration Obama, de nombreux obstacles politiques internes pourraient faire échouer ou retarder significativement le processus en cours. Déjà, il apparaît évident que les négociations n'aboutiront pas à un texte final en 2011 comme l'aurait espéré l'Administration. Au mieux, un accord-cadre pourrait être présenté lors de la réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'APEC qui aura lieu en novembre à Hawaï. Si les négociations peuvent aboutir en 2012, la ratification du TPP par le Congrès est hautement improbable en contexte d'année électorale présidentielle. Les tensions entre élus démocrates et républicains au Congrès paralysent la politique commerciale américaine depuis l'élection de mi-mandat de novembre 2010, comme le démontre bien l'incapacité d'en arriver à un compromis sur la ratification des trois ALE de l'ère Bush et sur le renouvellement du programme d'aide à l'ajustement au commerce (PAAC). Le processus de ratification des trois ALE et les négociations sur le TPP sont interreliées. L'Administration hésite à avancer un texte concret sur de nombreux sujets sensibles dans les négociations du TPP afin d'éviter de s'aliéner des appuis politiques nécessaires à la ratification des ALE. L'opinion publique est un facteur clé pour permettre le



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 20, septembre 2011

passage des ALE. Depuis la crise économique de 2008 et le chômage élevé qui l'a accompagné, l'opinion publique américaine est au mieux divisée sur les bienfaits du libre-échange, ce qui limite l'intérêt des congressistes à appuyer un nouvel accord de commerce régional.<sup>1</sup> Conscient de l'importance du TPP pour l'orientation de la politique commerciale américaine, divers groupes de pression représentant l'industrie, des syndicats ou bien des intérêts particuliers par l'entremise d'organisations non gouvernementales étudient avec attention le développement des négociations et tentent d'influencer les choix du gouvernement dans de nombreux secteurs sensibles comme le droit du travail, les droits de propriété intellectuelle, les mécanismes de règlements des différends entre États et investisseurs ou dans des secteurs commerciaux comme le commerce des produits pharmaceutiques ou l'agriculture. Le résultat de ces pressions est une ambivalence de la part du gouvernement américain sur de nombreux points, ce qui retarde le processus de négociation. Dans ce contexte, la ratification du TPP au Congrès n'est guère envisageable avant 2013..

Sources : David Gantz, « Trans-Pacific Partnership Negotiations: Waiting for U.S. Proposals », *Kluwer Arbitration Blog*, 20 juin 2011, en ligne : <http://kluwerarbitrationblog.com/blog/2011/06/20/trans-pacific-partnership-negotiations-waiting-for-u-s-proposals/>; Claude Barfield, « The Trans-Pacific Partnership : A Model for Twenty-First-Century Trade Agreements? », *AEI Outlook*, juin 2011, en ligne : AEI <http://www.aei.org/outlook/101052>

### *Les droits de propriété intellectuelle et les droits des investisseurs étrangers au cœur du débat sur le TPP en Australie et en Nouvelle-Zélande*

La négociation d'accords de commerce donne régulièrement lieu à des levées de boucliers de la part de la société civile sur des sujets délicats comme la libéralisation de l'agriculture, ou lorsqu'ils menacent des politiques sociales des gouvernements, mais ces derniers se gardent généralement de prendre des positions fermes afin de se donner une marge de manœuvre. Cependant, deux sujets sensibles ont incité les gouvernements australiens et néo-zélandais à prendre position sur le mécanisme de règlement des différends entre États et investisseurs étrangers ainsi que sur la question des droits de propriété intellectuelle (DPI), plus spécifiquement sur l'accès aux médicaments génériques.

En Australie, le gouvernement s'est formellement engagé à rejeter tout nouvel ALE qui contiendra un mécanisme de règlement des différends entre États et investisseurs étrangers. Il reprend la critique souvent formulée par des groupes de défense de la société civile qui considèrent que ces derniers octroient des droits plus importants aux entreprises étrangères qu'aux entreprises nationales et qu'ils peuvent limiter la capacité de l'État à adopter certaines politiques sociales. Le gouvernement australien a adopté cette position après que le géant du tabac, Phillip Morris, ait annoncé son intention de réclamer une compensation financière de plusieurs milliards de \$ ÉU en vertu de l'Accord de promotion et de protection des investissements Australie-Hong-Kong suite au vote d'une législation contraignante sur l'emballage des paquets de cigarettes. Dans un cas similaire, la même compagnie a réclamé un dédommagement à l'Uruguay en se présentant cette fois comme entreprise suisse. En faisant un usage agressif des modalités de défense des droits des investisseurs étrangers, Phillip Morris pourrait bien générer une opposition importante à ce type de pratique.

---

<sup>1</sup> Voir les recherches sur l'opinion publique du Pew Center, par exemple : « Americans Are of Two Minds on Trade », novembre 2010, en ligne : <http://pewresearch.org/pubs/1795/poll-free-trade-agreements-jobs-wages-economic-growth-china-japan-canada>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 20, septembre 2011

*« The Gillard Government supports the principle of national treatment – that foreign and domestic businesses are treated equally under the law. However, the Government does not support provisions that would confer greater legal rights on foreign businesses than those available to domestic businesses. Nor will the Government support provisions that would constrain the ability of Australian governments to make laws on social, environmental and economic matters in circumstances where those laws do not discriminate between domestic and foreign businesses. »*

– Australia, Department of Foreign Affairs and Trade, 2011

Les États-Unis ont fait connaître leur proposition sur les DPI à leurs partenaires du TPP lors de la 7<sup>e</sup> rencontre de négociation qui s'est tenue à Ho Chi Minh Ville en juin dernier. Le texte est plus contraignant que l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle de l'OMC (ADPIC) et obligerait la Nouvelle-Zélande à revoir son programme PHARMAC, qui fournit des médicaments génériques à faible coût, pour les traitements contre le sida par exemple. Ce programme avait déjà fait l'objet d'une critique de la part du bureau du représentant américain au Commerce (USTR) dans son rapport « Special 301 » en mai 2011. Il reproche à la Nouvelle-Zélande le délai d'exclusivité trop court accordé aux brevets des entreprises pharmaceutiques avant de permettre le recours à des médicaments génériques. La position des États-Unis reflète celle de l'association américaine des entreprises pharmaceutiques *Pharmaceutical Research Manufacturers of America* (PhRMA), ce qui conduit plusieurs observateurs à se questionner sur le poids des intérêts particuliers dans la défense des intérêts commerciaux américains. Quoi qu'il en soit, le gouvernement néo-zélandais est très réticent à abandonner son programme PHARMAC et tentera de diluer la proposition américaine.

*« A range of difficulties have emerged for TPP seeking to strengthen IP standards beyond those agreed to in TRIPS. Analysis of the costs and benefits of IP protection shows that there is a tendency towards overprotection of IP in all our societies, particularly in the areas of copyright and patents. »*

– New Zealand TPP negotiation committee, TPP: Intellectual Property Chapter: Horizontal Issues/Overall Structure, General Provisions and Cooperation

Les États-Unis défendent l'inclusion dans le TPP d'un mécanisme de règlement des différends entre États et investisseurs étrangers ainsi que des modalités très strictes concernant la propriété intellectuelle. Les deux cas présentés plus haut montrent bien les difficultés que rencontrent les États-Unis dans leurs tentatives de conclure des ALE qui couvrent tous les aspects du commerce et dépassent le cadre des accords internationaux en vigueur. S'il est vrai qu'ils possèdent un pouvoir de négociation important qui pourrait éventuellement contraindre les gouvernements australien et néozélandais à limiter leurs réserves, ils devront aussi prendre en compte l'attractivité du futur TPP pour les partenaires potentiels de la zone Asie-Pacifique. Un accord trop contraignant pourrait rester un accord régional mineur s'il ne parvient pas à attirer de nouveaux partenaires.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 20, septembre 2011

Le chapitre sur la propriété intellectuelle du TPP proposé par les États-Unis a fait l'objet d'une fuite. Il est disponible sur le site de l'ONG Knowledge Ecology International : <http://keionline.org/node/1091>

La position du gouvernement australien sur la question des mécanismes de règlement des différends entre États et investisseurs étrangers peut être consultée sur le site du ministère des Affaires étrangères et du Commerce :

<http://www.dfat.gov.au/publications/trade/trading-our-way-to-more-jobs-and-prosperity.html#investor-state>

La position du gouvernement néozélandais sur les DPI dans le cadre du TPP a aussi fait l'objet d'une fuite et peut être consultée sur le site de l'ONG Public Citizen : <http://www.citizen.org/documents/NZleakedIPpaper-1.pdf>

Sources : Rosemary D'Amour, « Analysts Criticise Proposed Trans-Pacific Partnership », *Inter Press Service*, 26 août 2011, en ligne : IPS <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=104907> ; Kyla Tienhaara et Patricia Ranald, « Rejet du règlement des différends investisseur-État par l'Australie : quatre facteurs éventuels explicatifs », *Investment Treaty News*, numéro 4, volume 1, juillet 2011, en ligne : [http://www.iisd.org/pdf/2011/iisd\\_itn\\_july\\_2011\\_fr.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2011/iisd_itn_july_2011_fr.pdf) ; Matthew C. Porterfield et Christopher R. Byrnes, « Philip Morris c. Uruguay : L'arbitrage investisseur-État peut-il faire partir en fumée les restrictions sur la commercialisation du tabac ? », *Investment Treaty News*, numéro 4, volume 1, juillet 2011, en ligne : [http://www.iisd.org/pdf/2011/iisd\\_itn\\_july\\_2011\\_fr.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2011/iisd_itn_july_2011_fr.pdf)

---

### Politique commerciale américaine

*Le SGP renouvelé, la ratification des ALE repoussée à l'automne*

L'obstruction républicaine au dépôt des projets de loi qui auraient assuré le renouvellement des divers programmes préférentiels échus ainsi que les débats sur le plafond de la dette auront finalement eu raison des efforts de l'Administration Obama pour faire adopter cet été par le Congrès les trois accords de libre-échange (ALE) avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie. La Maison-Blanche maintient qu'elle ne déposera pas les projets de loi pour la ratification des trois ALE avant d'être assurée du renouvellement du programme d'aide à l'ajustement au commerce (PAAC, *trade adjustment assistance* (TAA) en anglais), échoué depuis février 2011.

Le renouvellement du PAAC pourrait cependant être soumis au vote du Sénat en septembre s'il est rattaché au projet de loi qui doit assurer le renouvellement du système généralisé de préférence (SGP, *Generalized System of Preference* (GSP) en anglais), un autre programme préférentiel échoué depuis la fin de l'année 2010. Moyennant l'assurance d'un appui des représentants républicains en Chambre au renouvellement du SGP et du PAAC, la Maison-Blanche pourrait soumettre les ALE au vote du Congrès. Le projet de loi H.R. 2832 *To extend the Generalized System of Preferences, and for other purposes*, doit être déposé à la Chambre des représentants par le président de la commission sur les Voies et Moyens, Dave Camp (R-MI), le mercredi 7 septembre, selon une procédure spéciale qui interdit les débats en Chambre. Il proposera le renouvellement du SGP jusqu'au 31 juillet 2013. Les dispositions seront rétroactives. Le projet de loi H.R. 2832 devrait servir de véhicule au PAAC une fois présenté au Sénat, où il ne jouira pas de la même immunité qu'à la Chambre des représentants. Cependant, les débats pourraient prendre un certain temps, puisque plusieurs sénateurs ont annoncé leur intention de proposer des amendements à ce projet de loi.

Cette nouvelle stratégie complexe pour assurer le renouvellement du PAAC renvoie à un futur incertain le passage des trois ALE qui, selon toute vraisemblance, ne seront pas déposés avant octobre, selon un calendrier optimiste. Pour l'instant, la Maison-Blanche tient tête à la frange la plus à droite du parti républicain qui souhaite empêcher le renouvellement du PAAC.



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 20, septembre 2011

Sources : Erik Wasson, « House looks to move trade agenda in first week back », *The Hill*, 1er septembre 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/179259-house-looks-to-move-trade-agenda-first-week-back> ; « Cantor Announces Sept. 7 Vote On GSP 'Shell' Bill, Starting FTA Process », *World Trade Online*, 2 septembre 2011.

---

## Études économiques et articles connexes

Dan Blumenthal, Michael Mazza, Randall Schriver, Mark Stokes et L.C. Russell Hsiao, « Asian Alliances in the 21st Century », *American Enterprise Institute*, 30 août 2011, en ligne : AEI <http://www.aei.org/paper/100245>

Alex J. Pollock, « The Government's Four-Decade Financial Experiment », *American Enterprise Institute*, 13 juillet 2011, en ligne : AEI <http://www.aei.org/article/103857>

John H. Makin, « The Limits of Monetary and Fiscal Policy », *American Enterprise Institute*, juillet 2011, en ligne : AEI <http://www.aei.org/outlook/101064>

Philip I. Levy, « Will Exports Save the U.S. Economy? », *American Enterprise Institute*, 25 juillet 2011, en ligne : AEI <http://www.aei.org/article/103907>

Mauricio Cárdenas et Joshua Meltzer, « Korea, Colombia, Panama: Pending Trade Accords Offer Economic and Strategic Gains for the United States », *Brookings Institute*, juillet 2011, en ligne : Brookings [http://www.brookings.edu/papers/2011/07\\_trade\\_accords\\_cardenas\\_meltzer.aspx](http://www.brookings.edu/papers/2011/07_trade_accords_cardenas_meltzer.aspx)

Patricia Atkins et al., « Responding to Manufacturing Job Loss: What Can Economic Development Policy Do? », *Brookings Institute*, juin 2011, en ligne : Brookings [http://www.brookings.edu/papers/2011/06\\_manufacturing\\_job\\_loss.aspx](http://www.brookings.edu/papers/2011/06_manufacturing_job_loss.aspx)

Uri Dadush and Bennett Stancil, « Should Capital Flow to Poor Countries? », *Carnegie Endowment for International Peace*, juillet 2011, en ligne : CEIP <http://carnegieendowment.org/2011/07/18/should-capital-flow-to-poor-countries/3vv3>

Jagdish N. Bhagwati, « The Wrong Way to Free Trade », *Council on Foreign Relations*, 25 juillet 2011, en ligne : CFR <http://www.cfr.org/trade/wrong-way-free-trade/p25535>

Ernest Bower, « Hillary Clinton's Asia Sojourn », *Center for Strategic and International Studies*, 20 juillet 2011, en ligne : CSIS <http://csis.org/publication/hillary-clintons-asia-sojourn-0>

David B. Muhlhausen, « Trade Adjustment Assistance: Baucus-Camp Proposal Restores and Solidifies the Stimulus Expansion », *Heritage Foundation*, 6 juillet 2011, en ligne : Heritage <http://www.heritage.org/research/reports/2011/07/trade-adjustment-assistance-baucus-camp-proposal-restores-and-solidifies-the-stimulus-expansion>

Arvind Subramanian, « The Inevitable Superpower: Why China's Dominance Is a Sure Thing », *Peterson Institute for International Economics*, 23 août 2011, en ligne : IIE <http://iie.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=1913>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 20, septembre 2011

C. Fred Bergsten, « The United States in the World Economy », *Peterson Institute for International Economics*, 12 août 2011, en ligne : IIE

<http://iee.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=1905>

Jeffrey J. Schott, « Why the Korea-United States Free Trade Agreement is a Big Deal », *Peterson Institute for International Economics*, juillet 2011, en ligne : IIE

<http://www.iese.com/publications/papers/schott20110720.pdf>

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)



**Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !**



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



[http://www.iese.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id\\_mot=278](http://www.iese.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278)